



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ARRETE

PREFECTURE DES CÔTES D'ARMOR portant autorisation d'une installation classée pour la protection de l'environnement

DIRECTION DES COLLECTIVITES
LOCALES

ET DE L'ENVIRONNEMENT

N°IC 2003/6108

LA

*Le Préfet des Côtes d'Armor,
Chevalier de la Légion d'honneur,*

- VU le Code de l'Environnement ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 17 juillet 1976 (codifiée au titre I du livre V du Code de l'Environnement) ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret N°2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages avicoles soumis à autorisation sous la rubrique n° 2111-1° de la nomenclature ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 23 novembre 2005, établissant le troisième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 3 février 2004, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « LAHELLEC Nadine », autorisant l'exploitation à PLOUNERIN au lieu-dit « Mesmeur » d'un élevage avicole de 74250 animaux équivalents (soit 24750 dindes de chair) ;
- VU la demande présentée le 2 juin 2005 par l'installation classée « LAHELLEC Nadine », sise « Mesmeur » en PLOUNERIN, en vue de la mise à jour de la gestion des déjections de l'élevage avicole de 24750 dindes (soit 74250 animaux équivalents) autorisé le 3 février 2004 et exploité à PLOUNERIN au lieu-dit « Mesmeur » par la mise en place d'un plan d'épandage en remplacement de l'unité de traitement prévu initialement, à PLOUNERIN au lieu-dit « Mesmeur » (Section D1 N°160-161 et ZL N°52) ;

- VU** les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU** les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
- VU** les délibérations des conseils municipaux de LANVELLEC (12 décembre 2005)- LOGUIVY-PLOUGRAS (1er décembre 2005) - PLOUNERIN (15 décembre 2005)- PLUFUR (19 décembre 2005) – GUERLESQUIN (29) (15 décembre 2005) ;
- VU** les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
- VU** le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 31 mars 2006 ;
- VU** l'avis émis par la Commission départementale compétente en matière d'Environnement, de Risques Sanitaires et Technologiques le 24 mai 2006 ;

CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et que, en particulier les apports " azotés " ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que l'exploitation, située à distance non réglementaire a déjà fait l'objet d'une autorisation, maintenue ;

CONSIDERANT que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de PLOUARET, dont le seuil d'obligation de traitement est de 20000 UN et le plafond d'épandage 120 ha ;

CONSIDERANT que l'exploitation produit 14190 UN, dont 1304 UN seront mises à la disposition de deux prêteurs et 1150 UN réparties sur 7,18 ha de terres en propre, soit une charge azotée de 160,2 UN/ha ;

CONSIDERANT que l'élevage concerné est déjà autorisé par arrêté du 3 février 2004 pour un effectif de 24750 dindes de chair mais a renoncé à un contrat de reprise des effluents au profit d'un plan d'épandage suffisamment dimensionné pour recevoir la totalité des déjections ;

CONSIDERANT que la pression phosphore à l'hectare est de 115 unités en moyenne sur le plan; d'épandage

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1^{ER} -

Madame **LAHELLEC Nadine**, demeurant à PLOUNERIN au lieu-dit "Mesmeur" est autorisée, au titre d'une installation classée à exploiter à cette même adresse (section D1-160-161 et ZL-52), conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, **un élevage avicole de 74 250 animaux-équivalents** en présence simultanée répartis comme suit : 74 250 volailles de chair (poulets, dindes, pintades). , sous réserve que la rotation des productions sur les 5 poulaillers, permette de limiter la production d'azote à 14 190 kg par an

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique n° 2111-1 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter les prescriptions édictées dans l'annexe jointe (annexe 1) au présent arrêté et de celles définies ci-après.

ARTICLE 2 -

2.1 l'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1997 modifié ;

2.2 PRESCRIPTIONS GENERALES DE SECURITE :

2.2.1. - Les matériaux employés pour la construction et la rénovation des bâtiments devront être de catégorie M3 au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).

2.2.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.3. - L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé sur l'aire de fabrication d'engrais organiques et à proximité d'une issue des élevages.

2.2.4. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.5. - Installer à 300 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61-213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou une réserve d'eau d'une capacité comprise de 120 m3 conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

2.2.6. - Les bâtiments d'élevage et les annexes seront accessibles par une voie de 4 mètres de large au moins utilisable en toute circonstance et pouvant supporter le passage et le stationnement d'un engin de 19 tonnes.

2.3 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'ELEVAGE AVICOLE :

2.3.1 - La surface des poulaillers ne devra pas dépasser 3 300 m2.

2.1.2. - Toutes les eaux usées (sas, etc.), y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers, seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit

ARTICLE 3 -

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de *trois ans* ou reste inexploité pendant plus de *deux années* consécutives.

ARTICLE 4 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

ARTICLE 5 -

La pétitionnaire est tenue de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Elle devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 6 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de PLOUNERIN pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de PLOUNERIN pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'installation classée « LAHELLEC Nadine ».

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'installation classée « LAHELLEC Nadine » dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 7 -

La décision préfectorale susvisée du 3 février 2004 est abrogée et remplacée par le présent arrêté.

ARTICLE 8 -

« Délai et voie de recours (article L.514-6 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de RENNES, sis « Hôtel de Bizien » - 3, Contour de la Motte – C.S. 44416 – RENNES Cédex. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée ».

ARTICLE 9 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

Le Sous-Préfet de LANNION,

Le Maire de PLOUNERIN,

L'Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée à la pétitionnaire *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police*, ainsi qu'aux maires de LANVELLEC - LOGUIVY - PLOUGRAS - PLUFUR - PLOUGRAS - GUERLESQUIN (29)- PLOUEGAT MOYSAN (29)() pour information.



SAINT-BRIEUC, le
~~Pour le Préfet,~~
Le Sous-Préfet,
Directeur de Cabinet
Secrétaire Général
par intérim

14 JUIN 2006

Guillaume LAMBERT